Le Monde
JEUDI 23 AVRIL 2020

L'urgence écologique au cœur du projet de relance

Le Haut Conseil pour le climat formule 18 recommandations pour orienter la sortie de crise

Sortir du carbone, c'est-à-dire des énergies fossiles, pour faire face au choc sanitaire, mais également au choc climatique. Voilà le principal appel du Haut Conseil pour le climat (HCC), dans son rapport spécial « Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir », publié mardi 21 avril et envoyé au gouvernement afin de l'aiguiller dans la sortie de crise du Covid-19.

Les treize experts de cette instance indépendante, installée fin novembre 2018 par Emmanuel Macron, exhortent l'exécutif à placer la transition écologique et l'égalité sociale au cœur de la relance économique afin de renforcer notre résilience aux risques sanitaires et climatiques. Ils font dix-huit recommandations pour y parvenir, et demandent notamment de conditionner les aides publiques destinées aux secteurs sinistrés à *« des plans précis »* en faveur du climat.

« Cette catastrophe sanitaire nous rappelle de manière brutale notre fragilité. Elle montre le peu d'attention qu'on prête aux alertes, le manque de préparation et de prévention, mais également les conséquences de choix politiques qui ont conduit, depuis plus de quarante ans, à des transformations écologiques, sociales et économiques majeures produisant ces vulnérabilités », souligne Corinne Le Quéré, la climatologue franco-canadienne qui préside le HCC. Et de rappeler : *« La plupart des causes du Covid-19, comme la déforestation ou les énergies fossiles, sont aussi à l'origine du changement climatique. Il faut donc s'attaquer à ces causes profondes, et la transition bas carbone est une réponse. »*

Le HCC s'est autosaisi de ce sujet pour *« éviter que ne soient reproduites les erreurs de 2008 »*, indique Corinne Le Quéré, qui rappelle qu'après la crise financière *« la France s'était immédiatement remise sur une trajectoire intensément fossile »*. De sorte qu'après avoir baissé de 4,2 % en 2009, les émissions nationales de CO_2 liées à l'énergie et au ciment avaient augmenté de 3,4 % en 2010. *« La façon dont le gouvernement répond à la crise sanitaire actuelle aura un impact de premier rang sur la capacité de la France à remplir ses objectifs climatiques et donc à répondre à l'urgence climatique »*, prévient la climatologue.

Une rue de Paris, vue depuis une montgolfière mesurant la pollution de l'air, le 8 avril. CHRISTOPHE ENA/AP

Baisse « marginale » des émissions

Dans l'immédiat, la baisse drastique de l'activité économique a entraîné une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 30 % sur le territoire français pendant le confinement, selon les calculs du HCC. Les rejets carbonés devraient être réduits de 5 % à 15 % en 2020 par rapport à 2019, avec une forte incertitude liée au déroulement du second semestre.

Cette baisse, évaluée à une moyenne de 45 millions de tonnes (Mt) équivalent CO_2, s'avère *« radicale »* mais *« marginale »* dans la trajectoire vers la neutralité carbone qui impliquerait de diminuer les émissions de 800 Mt équivalent CO_2 d'ici à 2030, rappelle le HCC. *« Surtout, elle n'est pas désirable ni durable, car elle n'est pas le résultat d'un changement structurel organisé. La probabilité d'un effet rebond est majeure »*, note Corinne Le Quéré.

> **« Les mesures prises en faveur des industries fossiles nous piègent dans des trajectoires carbonées »**
> CLÉMENT SÉNÉCHAL
> Greenpeace France

La France doit donc mener une *« relance verte et pas grise »*, appelle le HCC. *« Il s'agit bien de rompre avec un modèle de développement fortement carboné »*, écrivent les experts, qui demandent au gouvernement de poursuivre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050 inscrit dans la loi.

Que faire concrètement ? Pour le HCC, il faut investir dans l'efficacité énergétique et dans les infrastructures bas carbone (comme le ferroviaire, les transports en commun ou les réseaux de chaleur), accélérer la rénovation énergétique des bâtiments (un chantier qui comporte des bénéfices pour la santé via la réduction de la pollution intérieure et une meilleure isolation) et développer une recherche innovante (par exemple dans les batteries et le stockage de l'énergie ou le déploiement de l'hydrogène).

La dégringolade du prix du pétrole doit être l'occasion de supprimer les subventions et les exonérations fiscales aux énergies fossiles, poursuit le HCC. L'instance propose également de reconvertir la dette vers des investissements destinés à la transition bas carbone, notamment pour les collectivités locales.

Enfin, le HCC appelle à ne pas aider à n'importe quel prix les secteurs économiques sinistrés. Il recommande de conditionner l'octroi d'aides publiques à des acteurs privés ou à des collectivités à *« l'adoption explicite de plans d'investissement, avec mesures de vérification, et de perspectives compatibles avec la trajectoire bas carbone »*. Par exemple, toute aide au secteur automobile devra s'inscrire dans le cadre d'une reconversion des chaînes de production vers des véhicules propres (principalement électriques).

De même, les aides au secteur aérien doivent être conditionnées à la mise en place d'un plan précis pour atteindre la neutralité carbone. *« Ce n'est pas le moment de soutenir l'aviation coûte que coûte, mais d'ouvrir le débat sur le fait de réduire les déplacements en avion*, prévient Corinne Le Quéré. *Des aides (formation, reconversion) aux travailleurs des secteurs très émetteurs peuvent parfois être préférées à une aide sectorielle. »*

> **« Ce n'est pas le moment de soutenir l'aviation coûte que coûte »**
> CORINNE LE QUÉRÉ
> climatologue et présidente du Haut Conseil pour le climat

Après le vote par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances rectificative qui prévoit 20 milliards d'euros pour recapitaliser des entreprises stratégiques en difficulté, la climatologue insiste sur le fait que *« des garanties doivent être demandées* [à celles] *qui seront aidées »*.

Un « chèque aux pollueurs »

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, affirme avoir conditionné les montées au capital à *« une politique environnementale ambitieuse »*, mais les ONG environnementales dénoncent *« un chèque aux grands pollueurs »*, sans conditions. Alors que le patronat s'active pour infléchir certaines normes environnementales, le HCC juge au contraire primordial de *« maintenir et de renforcer les normes de pollution, y compris à travers l'Union européenne »*.

« A rebours de la logique "les grandes entreprises d'abord, l'environnement ensuite", les experts du HCC rappellent que les mesures prises aujourd'hui en faveur des industries fossiles nous piègent dans des trajectoires carbonées qui possèdent un fort effet d'inertie et sont impossibles à déverrouiller rapidement une fois initiées, réagit Clément Sénéchal, chargé de campagne climat à Greenpeace France. *Ils soulignent ainsi l'importance de conditionner les aides aux grandes entreprises à des objectifs de réduction d'émissions, tant la prochaine crise se joue dès maintenant. »* ■

AUDREY GARRIC

Au Brésil, l'épidémie fait le jeu des pilleurs de la forêt amazonienne

Le déboisement a augmenté de 30 % en mars par rapport à 2019, en raison d'une réduction des patrouilles de la police environnementale

RIO DE JANEIRO - *correspondant*

En Amazonie, une chose est sûre : les bûcherons ne connaissent pas le confinement. Tout au contraire. Au mois de mars 2020, la déforestation a augmenté de près de 30 % dans la partie brésilienne de la grande forêt tropicale par rapport au même mois de l'année 2019. Selon le système d'alerte satellitaire de l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE), 326 km² de forêt tropicale auraient été rasés durant la période : l'équivalent de trois fois la superficie de la ville de Paris.

L'explosion de la déforestation inquiète les experts et les défenseurs de l'environnement. Elle survient en saison des pluies, période durant laquelle le déboisement est en règle général ralenti. Surtout, elle a lieu alors que l'épidémie de Covid-19 se répand au Brésil : avec 2 741 décès au 21 avril et plus de 43 000 cas officiellement recensés, le pays est de très loin le plus touché d'Amérique latine.

C'est tout sauf un hasard : depuis le début de la pandémie, la police environnementale (Ibama) a réduit au strict minimum ses patrouilles. Officiellement, il s'agirait de protéger les agents de terrain de l'institution (dont un tiers aurait plus de 60 ans) et d'éviter la contamination des populations indigènes. En réalité, selon les ONG, le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro profiterait du chaos ambiant pour faciliter un peu plus l'exploitation de la forêt tropicale.

Une « opportunité »

« Beaucoup d'orpailleurs et de voleurs de bois voient cette épidémie comme une opportunité et souhaitent tirer avantage de la situation, décrypte Adriana Ramos, experte à l'ONG Institut Socioambiantal. *La baisse des moyens et la réduction des contrôles de l'Ibama n'ont pas commencé avec le coronavirus. La politique de ce gouvernement depuis le début consiste à encourager ceux qui détruisent illégalement la forêt. »*

Mme Ramos pointe en particulier une mesure discrètement ratifiée en décembre 2019 par Jair Bolsonaro et facilitant l'exploitation de la forêt amazonienne. La « MP 910 », décriée par les organisations de défense de l'environnement, devrait, une fois adoptée par le Congrès, grandement flexibiliser les conditions de régularisation de propriétés établies illégalement par la déforestation au Brésil, en particulier en Amazonie. *« La hausse de la déforestation ces derniers mois est une conséquence directe du changement de législation sur le droit à la terre »*, insiste-t-elle.

Ce n'est pas le seul signal négatif envoyé par le gouvernement Bolsonaro concernant la protection de la forêt. Depuis la mi-avril, le vice-président Hamilton Mourao a certes formé un très médiatique Conseil national de l'Amazonie, censé coordonner les supposés efforts de protection mis en place par le gouvernement. Mais ni l'Ibama, ni la Funai (Fondation nationale de l'Indien), ni aucune ONG ou organisation scientifique n'ont été associés au projet. Le « Conseil » comptera en revanche pas moins de 19 militaires.

Surtout, le 14 avril, le ministre de l'environnement Ricardo Salles a brutalement démis de ses fonctions l'un des plus importants dirigeants de l'Ibama : Olivaldi Azevedo, en charge du très stratégique département de la protection environnementale (Dipro). Sa faute ? Avoir autorisé une équipe télé de la chaîne de Globo à accompagner une grande opération de l'Ibama, visant à expulser des *garimpeiros* (chercheurs d'or ou de pierres précieuses) opérant illégalement sur des terres indiennes dans l'Etat du Para. Selon la presse, le ministre n'aurait pas apprécié qu'une telle publicité soit donnée à l'événement.

Alors que débutera au mois de mai la saison sèche, nombreux sont les experts à s'inquiéter d'un grand retour des incendies en Amazonie, provoqués par la déforestation illégale. La situation est particulièrement critique dans les réserves indigènes, où la nature est davantage préservée, mais où les invasions de *garimpeiros* et *madeireiros* (coupeurs de bois) se sont multipliées ces dernières semaines. Les tribus, abandonnées à elles-mêmes, sont parfois obligées de prendre les armes et de se défendre seules contre les nouveaux assaillants. Début avril, des Indiens de la terre de Raposa Serra do Sol (Etat du Roraima) ont démantelé un campement de chercheurs d'or.

Far West

« Il n'y a plus aucun contrôle ! Déjà qu'en temps normal les envahisseurs n'ont pas peur de la police, alors là, avec le coronavirus et la fin des patrouilles, ils se sentent tout permis », témoigne Neidinha Surui, directrice de l'ONG Kanindé, qui se bat pour la défense des droits des peuples autochtones dans l'Etat amazonien du Rondônia – en particulier ceux de la terre Uru-Eu-Wau-Wau, abritant les dernières tribus isolées de la région. *« On y a repéré autour de 400 hectares de forêt rasés ces dernières semaines. On a aussi vu des éleveurs larguer des semences d'herbe à vache sur le terrain déforesté depuis un hélicoptère pour faire des pâtures, sans aucune crainte d'être pris. Il n'y a plus de limite ! »*, témoigne Neidinha Surui.

Dans une Amazonie qui se transforme de plus en plus en Far West, la violence s'installe, à mesure que les pouvoirs publics s'en vont. Le 18 avril, c'est justement dans la région d'Uru-Eu-Wau-Wau qu'a été retrouvé le corps d'un jeune Indien de 33 ans, nommé Ari, assassiné et roué de coups, le long d'une route. Menacé de mort, ce dernier faisait partié d'un groupe de vigilance, veillant sur la terre de la tribu. Il n'est pas le premier à trouver la mort depuis le début de l'épidémie : le 31 mars, c'était Zezico Rodrigues, leader de la tribu Guajajara dans l'Etat du Maranhao, qui perdait la vie. Cernée par la déforestation, sa réserve d'Arariboia est l'une des plus menacées du pays. ■

BRUNO MEYERFELD